

Nous n'acceptons pas...

Nous, parents d'élèves, étudiants, enseignants du premier, du second degré et du supérieur, formateurs et enseignants des IUFM et des UFR, BIATOSS, chercheurs, réunis en assemblée générale unitaire ce 10 avril, n'acceptons pas une politique destinée à détruire jusqu'à l'idée même de service public de l'Éducation et à faire de la formation et l'éducation des marchandises.

Cette attaque contre l'éducation s'inscrit également dans une entreprise de casse du travail qui frappe aussi bien le privé que tous les secteurs du public : santé, recherche, justice, culture, pôle emploi.

Nous n'acceptons pas que l'idéologie managériale étende sans cesse son empire, avec les conséquences que l'on sait (exemple de France Télécom, notamment).

Ensemble contre la destruction de l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université

Nous continuons à refuser l'opération de casse de l'Éducation nationale baptisée « mastérisation ». Nous affirmons à nouveau, avec la quasi-totalité des syndicats, des associations, des sociétés savantes et un très grand nombre de conseils d'UFR, de conseils centraux d'universités, que nous n'acceptons pas que, sous prétexte d'économies, mais en réalité pour privatiser et marchandiser le savoir, on sabote irrémédiablement la formation des enseignants, que l'on tue les IUFM, les formations à la recherche, que l'on contraigne les nouveaux enseignants à prendre en charge des classes à temps plein dès la première année, sans véritable formation, et que l'on dénature les concours de recrutement, compromettant ainsi durablement la qualité de l'enseignement.

Au moment où le ministre réunit des « États généraux de la sécurité à l'École »,

- il organise en même temps les conditions nécessaires au développement de l'insécurité pour 1,6 millions d'élèves, leurs enseignants-stagiaires non formés, premières victimes de cette réforme, et les établissements où ils seront affectés,
- Il organise une managérialisation de la gestion des établissements et des personnels, qui déstabilise la situation des agents titulaires et généralise la précarité.

Nous réaffirmons, avec les 80 000 signataires de la pétition nationale, qu'enseigner est un métier qui s'apprend et que la formation des enseignants est un investissement indispensable à l'avenir du pays.

Ce que nous exigeons, dès 2010-2011

Nous exigeons, dès 2010-2011 que :

- Les décrets de juillet 2009 soient abrogés et la réforme abandonnée
- Les nouveaux enseignants n'effectuent qu'un tiers de leur service de référence et bénéficient d'une véritable formation au métier pendant les deux tiers restants,
- On puisse s'inscrire au concours de professeur des écoles et au CAPES avec une licence, à l'agrégation avec une première année de Master,
- Soit réaffirmé le rôle central des IUFM, et le rôle des maîtres-formateurs (détenteurs d'une certification) dans la formation des futurs enseignants,

- Soient restitués les 16 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale,
- Le recrutement de non-titulaires soit arrêté,
- La préparation aux concours et une vraie année de formation après le concours soient reconnues par une équivalence de Master,
- Le calendrier actuel et le contenu des concours de recrutement soient maintenus,
- La préservation, la conservation, l'entretien et le développement de l'intégralité du patrimoine public de l'Éducation nationale soient assurés de façon pérenne,
- Soient abandonnées les réformes qui attaquent le premier degré (évaluations nationales, suppression des RASED, réduction du temps scolaire, aide personnalisée, stages de remise à niveau, risque de mise en place des EPEP),
- Soit abandonnée la réforme des lycées, en préparation pour la prochaine rentrée, qui entraîne la diminution des Dotations Horaires Globales, l'augmentation des heures supplémentaires au détriment des heures postes, la précarisation de la fonction de professeur (stagiaires, contractuels), le dévoiement des savoirs enseignés au profit de pseudo compétences de pré-professionnalisation, l'arbitrage sur les DHG à l'échelle des établissements, générateur de conflits entre les disciplines et de concurrence entre les établissements.

Nous ne participerons pas à la mise en œuvre de ces mesures et nous nous y opposerons, jusqu'à l'abrogation des décrets et à l'abandon de la réforme. Nous ne contribuerons ni à la mise en place pour des étudiants de stages en responsabilité qui ne sont que des emplois précaires déguisés, ni à un « compagnonnage » sans moyens et sans ambition, ni à la confection de masters au rabais, ni à la préparation des concours.

Aujourd'hui, contribuer à la destruction de l'Éducation nationale ne saurait faire partie des obligations de service, « Agir en fonctionnaire de l'État et de façon éthique et responsable », c'est garantir la qualité du service public contre l'acharnement idéologique dont il est victime.

Nous soutiendrons solidairement tout personnel en butte à des pressions hiérarchiques et à des mesures de rétorsion disciplinaires ou autres, pour faits de résistance à la destruction de l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université.

Tout (re)commence en mai

Nous appelons tous les citoyens, étudiants, stagiaires, parents, enseignants, BIATOSS, de la maternelle à l'université, tous les syndicats à se mobiliser pour que ces « réformes » soient définitivement rejetées.

Nous appelons à un mot d'ordre unitaire de toutes les organisations syndicales pour le retrait immédiat de ces « réformes » qui devra permettre de les balayer.

Nous appelons tous les personnels à œuvrer dans le sens d'une grève reconductible dès le mois de mai.

Nous nous réunirons à nouveau le samedi 15 mai pour faire ensemble un nouveau bilan d'étape, élargir et renforcer les moyens d'action. Nous proposons dès maintenant à tous ceux qui sont prêts à se battre pour défendre l'Éducation nationale des pistes pour entrer dès maintenant dans l'action :

- Nous proposons de réfléchir dès aujourd'hui à la possibilité de mettre en place une grève des examens et un blocage des concours de recrutement si le ministère s'obstinait à les organiser en automne.

- Nous appelons à organiser et à animer des assemblées générales unitaires et transversales de villes et d'arrondissement, pour développer et coordonner localement des luttes de la maternelle à l'université.
- Nous recommandons d'imaginer des actions visibles : Nuit des écoles/universités/IUFM, marches nocturnes, pique-niques, etc., selon les possibilités locales.
- Nous soutiendrons toutes les actions de refus collectif d'être tuteur et d'organiser, d'encadrer ou d'évaluer des stages en responsabilité avant les concours.
- Nous coordonnerons les différents mouvements en cours dans l'Éducation nationale : interconnexion des listes de diffusion et des sites Internet (CNU, SLU, CNFDE, syndicats, AG locales, Appel des appels, etc.), liens entre les collectifs de pilotage.
- Nous proposons de préparer une grève nationale par des actions coordonnées de grève par roulement (une journée) et de « grève marchante » (les grévistes d'un établissement vont à la rencontre des établissements voisins).
- Nous recommandons de s'opposer partout à la remontée des maquettes de masters « enseignement » et d'imposer la transparence dans les établissements sur leur élaboration.
- La pétition « 100 000 voix pour la formation des enseignants », qui dépasse aujourd'hui les 80 000 signatures, doit être complétée rapidement et sa remise au ministère donnera lieu à une action médiatisée.
- Nous appelons tous les jurys de concours à adopter des motions condamnant la réforme, à l'instar du jury du CAPES d'histoire-géographie.

La présente motion est destinée à être largement diffusée et à servir d'appui dans les conseils et les différentes instances pour appuyer les motions et les propositions d'action.

Liste des participations à l'AGU du 10 avril